

SEMAINE DE LA RECHERCHE DU 14 AU 16 DÉCEMBRE 2015

MÉMOIRES DES LIEUX ET FORMATION DE L'ÉTAT DES TERROIRS ET DES RÉGIONS DANS L'ÉTAT-NATION

LE PROGRAMME

LUNDI 14 DÉCEMBRE

■ 09h30 - 10h00 OUVERTURE

Ouverture par Mohamed Tozy et Béatrice Hibou

■ 10h00 - 13h00 PROJECTION

Film « Rif 1958. Briser le silence » de Tarik El Idrissi en présence du réalisateur
Débat animé par Badiha Nahhass et Abdessalam Boutayeb

■ 15h00 - 17h30 PANEL

« Mémoires localisées, violence et formation de l'Etat » animé par Simona Taliani avec

- Aitzpea Leizaloa : « *Du modèle de transition à l'ère des victimes : violences politiques et luttes mémorielles dans l'Espagne contemporaine* »

Longtemps considérée modélisque de par sa nature consensuelle, la transition espagnole est aujourd'hui mise à l'examen. La loi d'Amnistie de 1977 dictée à la mort de Franco signe l'impossibilité de traiter en justice toutes les actions violentes commises pendant la dictature, y compris la violence de l'Etat, tout comme les actes commis pendant la guerre, et ce faisant condamne de nouveau au silence les 'perdants' de la guerre. Cette amnésie forcée a été brisée au tournant de l'an 2000, avec la découverte de fosses communes de la guerre civile espagnole et l'exigence d'abord de la part des familles à laquelle se sont très vite joint différents segments de la société civile de récupérer les corps de centaines de milliers de personnes enterrées dans des fosses communes au long et large de la géographie espagnole. Presque 70 ans plus tard, la guerre civile et la féroce répression qui s'en est suivi ont fait l'objet de demandes de justice et de réparation qui ont ramené la question de la mémoire –le droit à la mémoire tout comme le devoir de mémoire- à la une de l'agenda politique espagnole. La condition des personnes assassinées sous le régime franquiste, tout comme celui de leurs familles est longtemps restée une question non traitée. Le poids d'un passé non résolu, dépourvu de toute reconnaissance institutionnelle jusqu'à très récemment (la loi dite de la Mémoire historique date de 2007) est cependant confronté à d'autres violences politiques (lutte armée, terrorisme d'État...) qui sont à l'origine de discours et dynamiques fondées sur le conflit fort différentes.

Cette communication entend aborder l'articulation entre la manière de gérer le passé récent, de construire les mémoires et d'en envisager ses principaux acteurs en termes de victimes et bourreaux dans l'Espagne contemporaine, à la lumière des luttes mémorielles autour de la Guerre civile espagnole et du franquisme et des débats autour de la nécessité d'élaborer un récit –envisagé par les instances étatiques encore une fois comme nécessairement consensuel- ou plusieurs récits autour des violences politiques ayant eu cours depuis la pendant ces dernières décennies.

- Thornike Gordadze : « *La violence séparatiste comme nostalgie d'Empire. Les régions périphériques dans la formation des Etat-Nations post-soviétiques (Géorgie, Ukraine, Moldavie)* »

Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique et l'émergence ou la réémergence des Etats indépendants sur les décombres de celle-ci, le séparatisme pro-russe constitue un phénomène quasi-corrélatif accompagnant les politiques de « nation building » dans la violence. L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud en Géorgie, la Crimée et le Donbass en Ukraine et la Transnistrie en Moldavie sont des cas de figure les plus connus. La présence des minorités ethniques, la position géographique ou les spécificités économiques ne suffisent pas à expliquer la violence du phénomène. Bien des minorités (y compris russophones) ailleurs n'ont pas manifesté la moindre revendication sérieuse de séparatisme, et des régions plus ou moins économiquement développées ne se sont pas toutes rebellées, loin s'en faut, contre les capitales nationales et leurs élites. Les trajectoires spécifiques, souvent ayant l'origine dans la longue durée, mais conjuguées avec la politique des nationalités et l'éthnofédéralisme soviétiques, ainsi qu'avec la politique de la Russie d'Eltsine et surtout de Poutine vis-à-vis de « l'étranger proche » apportent un éclairage utile sur les causes du phénomène.

- Hervé Maupeu : « *Elections, réforme de la décentralisation et la chaîne de conflits de la périphérie semi-désertique du Kenya : une approche historique* »

Depuis 2008 et dans le cadre des mesures post-crise, une série de réformes visant à pacifier le pays ont été adoptées : décentralisation, réforme du droit foncier, garanties constitutionnelles pour les « communautés marginalisées », garanties constitutionnelles de traitement égalitaire de tous les citoyens... Or la mise en œuvre de ces politiques semble produire une amplification des violences dans la ceinture semi-désertique du pays. Des réformes constitutionnelles très comparables ont été adoptées dans les pays voisins, Ouganda, Ethiopie et dans une moindre mesure Tanzanie, donnant lieu à de multiples tensions mais sans provoquer un recours massif au registre de la violence comme c'est le cas au Kenya, alors même que l'on trouve couramment les mêmes communautés d'un côté et de l'autre de la frontière. Ainsi, les mobilisations boran ou somali n'ont pas les mêmes caractères au Kenya et en Ethiopie.

Nous tenterons d'expliquer cette exception kenyane en évaluant les deux principales théories couramment utilisées pour interpréter les violences des populations de la zone semi-désertique du Kenya : autour de Maddox & Barker, certains géographes et anthropologues développent une théorie du stress qui vise à expliquer les tensions actuelles que subissent les systèmes ruraux contemporains et qui provoqueraient des déstabilisations propices à un contexte de conflits. D'autres spécialistes proposent plutôt une théorie de l'incapacité de l'Etat à contrôler ses frontières intérieures.

■ 18h00 - 20h00 CONFÉRENCE

Giovanni Levi « *Pouvoirs locaux, pouvoir des centres. Sur la crise de la démocratie* » introduit et animé par Béatrice Hibou

L'objet de cette conférence est d'examiner la progressive perte d'attraction de la démocratie sous une double évolution : le remplacement de la notion centrale de représentativité par celle de gouvernabilité ; et simultanément, la modification des niveaux locaux d'organisation politique et la multiplication des centres. Pour ce faire, en tant qu'historien, j'examinerai le cas des pays méditerranéens qui ont dégagé des modèles spécifiques dans les rapports entre citoyens et institutions pour mettre l'accent sur le développement de l'Etat moderne, aussi bien dans l'histoire qu'aujourd'hui.

MARDI 15 DÉCEMBRE

■ 09h30 - 11h30 TABLE RONDE

« *Les régions dans l'histoire marocaine* » animée par Mohamed Tozy
avec Rahal Boubrik ; Abderrahmane Moudden ; Mohamed Naciri ; Abdelahad Sebti

La table-ronde « *Les régions dans l'histoire marocaine* » a pour objectif de réfléchir aux rapports entre histoire nationale et histoires régionales, à partir de l'état des lieux de l'historiographie marocaine des 19-20^{ème} siècle. Deux questions traverseront cette table-ronde. Quels sont les liens entre les traditions historiographiques régionales centrées sur les élites et les premières productions fondatrices de l'école historique marocaine centrées sur l'approche monographique de l'histoire économique et culturelle des régions ?

Comment interpréter les déséquilibres entre le foisonnement de monographies régionales et la production sur l'histoire nationale, laissée aux écrivains de mémoires et de biographies et à l'historiographie officielle (si l'on excepte la dernière production du centre royal) ?

■ 11h30 - 13h00 CONFÉRENCE

Joseph Tonda « *Les dispositifs de l'impérialisme postcolonial dans les deux Congos* » introduit et débattu par Roberto Beneducce

Les histoires respectives de l'ancien État indépendant du Congo, l'actuelle RDC, et de l'actuelle République du Congo, sont des illustrations de l'impérialisme, au sens classique du terme. Mon propos portera cependant sur un autre impérialisme, dont les sociétés respectives des deux États sont des possessions, l'impérialisme postcolonial. Cet impérialisme noir revendique des terroirs, mais ceux-ci ne prennent toute leur force que parce qu'ils sont des contre-points symboliques des logiques de deterritorialisation et de délocalisation auxquelles sont soumis ceux qui produisent des discours, qui préconisent des actions sur les territoires, et qui sont en rapport avec les éléments du monde global. Les prophétismes, les messianismes, comme les discours révolutionnaires qui caractérisent l'histoire des deux Congos en sont des illustrations. Ces discours produits sur des seuils, producteurs d'éblouissements, se positionnent contre l'Argent et le Sexe, bien qu'ils soient portés par la valeur et la libido. L'impérialisme noir des éblouissements tue les yeux sur ses terroirs, mais en y regardant de plus près, les images-écrans qu'il produit finissent par les laisser voir.

■ 15h00 - 18h00 PANEL

« *Terroirs et imaginaire impérial* » animé par Jean-François Bayart avec

- Françoise Mengin : « *A la périphérie de l'Empire chinois : la formation inachevée d'un Etat-nation à Taiwan comme produit d'une centralisation impériale fictive* »

Retracer la trajectoire politique taiwanaise conduit à analyser les effets de régimes concurrents de domination impériale et, par là même, leur rapport singulier à la formation d'un Etat-nation.

Après avoir été cédée au Japon par l'Empire chinois en 1895, l'île est revenue sous souveraineté chinoise en 1945. Mais Taiwan a aussitôt été recolonisée par ceux-là même qui avaient exigé sa décolonisation. Défait par les communistes sur le continent et replié à Taiwan à partir de 1949, le régime nationaliste a transformé l'île de manière coercitive en une allégorie politique et culturelle de la Chine impériale. Cette dynamique impériale fictive a engendré une territorialisation du politique, prélude à la démocratisation des années 1990 et à la mise

en place d'un régime représentatif du seul électorat insulaire. Néanmoins, le politique à Taiwan reste surdéterminé par la revendication territoriale de la Chine populaire légitimée par la communauté internationale. Dès lors, la promotion d'une identité taiwanaise conçue comme hybride et hétérogène, produit d'une indigénisation (*bentuhua*) de la culture chinoise à l'ère de la globalisation, tente à la fois d'incorporer, tout en les mettant à distance, les séquences de domination impériale auxquelles l'île a été, et est encore, sujette.

• Nadège Ragaru : « *Au théâtre de la nation : les mises en scène d'une fabrique post-impériale de l'Etat en Bulgarie, Macédoine, Serbie* »

De terres qui furent impériales - terres de vies mêlées qui ne s'écrivaient pas dans des catégories ethnonationales -, les Etats nés de l'effondrement de l'Empire ottoman s'employèrent à assurer les ancrages territoriaux et à façonner les paysages identitaires avec une ardeur d'autant plus grande qu'elles occupaient des confins aux souverainetés incertaines. Tel est le cas de la ville frontalière de Gorna Dzumaya, sise en une région de Macédoine que les guerres balkaniques (1912-1913) arrachèrent à l'Empire et partagèrent entre trois Etats (Bulgarie, Serbie, Macédoine). Le travail d'arrimage d'une ville dont les distances changeantes avec la capitale bulgare, Sofia, et la ville-mère concurrente, Skopje, ne cessa d'être relationnellement relues, cette contribution l'envisagera en creusant le sillon des voyages transfrontaliers d'une pièce de théâtre, *Pechalbari* (Anton Panov, 1935) de l'entre-deux-guerres à l'orée du socialisme. Successivement vue comme serbe, bulgare et macédonienne, cette œuvre qui décrivait une pratique du travail migrant, le gurbet, héritée de l'ère ottomane, offre un prisme à travers lequel penser aussi bien les ambitions étatiques de corsetage national des corps et des voix que la négociation des changements de souveraineté, de citoyenneté et d'assignation identitaire par les mondes de l'art et les publics.

• Nathalie Clayer : « *Gestion de zones frontières et formation stato-nationale : le cas du Kosovo, de l'Empire ottoman à l'Etat post-yougoslave* »

Le Kosovo a proclamé son indépendance en 2008. Ancienne province autonome de la République fédérée de Serbie au sein de la Yougoslavie socialiste, la formation de ce territoire et la transformation de son statut résultent de dynamiques multiples ayant différentes temporalités. Pour comprendre la formation de ce nouvel Etat, il faut en effet remonter au dernier quart du XIXe siècle quand cette région devient une zone frontière au statut particulier au sein de l'Empire ottoman. Depuis cette époque, la gestion administrative, politique et mémorielle de ce territoire comme une zone frontière d'entités non stato-nationales - l'Empire ottoman, puis la Yougoslavie (tant celle de l'entre-deux guerres que la Yougoslavie socialiste - a de fait contribué à façonner et à autonomiser, de façon non linéaire, ce territoire, par les dynamiques sociales et politique qu'elle a engendrées tant localement, que vis-à-vis du centre.

• Catherine Gousseff : « *Confins d'empire : l'Ukraine occidentale entre imaginaires impérial et national* »

L'histoire de l'Ukraine occidentale est celle d'une tardive marche d'empires (partagée entre les terres russe et austro-hongroise, de la fin XVIIIe siècle à 1918), auparavant intégrée au Grand Duché de Pologne-Lituanie. Lors de la restauration de l'Etat polonais à la fin de la Première Guerre mondiale, cette région passe de nouveau sous tutelle polonaise, bien que la population polonaise y soit minoritaire et c'est au nom de la dénonciation de l'impérialisme polonais que les Soviétiques annexent la région en 1939, dans le cadre du pacte germano-soviétique (annexion confirmée en 1944 par l'établissement de la nouvelle frontière polono-soviétique). Rattachée à la république soviétique d'Ukraine qui devient un Etat indépendant avec la dissolution de l'URSS, l'Ukraine occidentale est aujourd'hui identifiée comme le bastion du nationalisme ukrainien pro-européen, tout en constituant un espace historiquement excentré, soumis à diverses influences politiques et culturelles, une région spatialement minoritaire et économiquement marginale. Comment, dans cet espace historique, est aujourd'hui articulé le rôle central de marqueur identitaire national avec « les » passés de l'Ukraine occidentale comme terre de confins, proie des conquêtes impériales, de la colonisation nationale polonaise, et du pan-soviétisme ?

• Mohamed Tozy : « *La gestion des marges à travers les relations entre le Makhzen et la maison d'Illigh au 19ème siècle* »

A travers les échanges épistolaires entre le sultan Hassan I et le chef de la maison d'Illigh, Houssein ou Hachem, et les correspondances que le sultan entretenaient avec de petites notabilités locales, notamment Moulay Larbi Adouzi, j'analyserai la variété des modes de gouvernement des marges de l'empire. La richesse des informations, la diversité des personnages, la régularité des correspondances, la fréquence des déplacements du sultan, le volume des investissements symboliques permettent d'analyser les modes de gouvernement, mais plus encore de soulever la question des marges, des rapports entre centre et périphérie, des frontières entre des territoires gouvernés et des territoires non gouvernés. Autrement dit la question de *bled al makhzen* et *bled al siba*. Le naturel avec lequel le Sous porte aujourd'hui les habits de la régionalisation en s'imposant comme l'une des rares régions qui a développé sa propre vision et en assurant la visibilité de ses élites locales repose sur la mobilisation de cette mémoire, sous diverses formes. Contrairement à d'autres régions, le Sous s'est ainsi facilement imposé comme *Qotr* (pays) selon la formulation de Mokhtar soussi sans pour autant froisser les susceptibilités d'un Etat-nation jaloux de ses prérogatives.

■ 18h30 - 20h00 PROJECTION

Film «*Ecouvillon. Sahara 58*» réalisé par le Centre d'Etudes Sahariennes présenté par Rahal Boubrik

MERCREDI 16 DÉCEMBRE

■ 10h00 - 13h00 TABLE RONDE

« *La région en devenir : une vision politique* » animée par Mohamed Souafi avec Ahmed Akhchichine (Marrakech-Safi) ; Mustapha Bakkoury (Casablanca-Settat) ; Abderrahim Ben Bouaïda (Guelmim-Oued Noun) ; Brahim Hafidi (Souss-Massa) ; Mohand Laenser (Fès-Meknès) ; Ilyas Omari (Tanger-Tétouan-Al Hoceïma) ; Abdessamad Sekkal (Rabat-Salé-Kénitra)

Le chercheur en sciences sociales ne peut qu'être interpellé par l'accélération du processus de régionalisation avancée qui s'est imposée comme un choix politique majeur, et par la charge symbolique qui a accompagné l'installation simultanée des nouveaux présidents de région, issus du scrutin de septembre 2015 et des walis de régions, nommés par le roi. Ces caractéristiques amènent à penser ce processus en dehors du paradigme de la décentralisation et de la déconcentration d'un Etat nation.

La table-ronde « *La région en devenir : une vision politique* » entend analyser les modes d'appropriation des opportunités offertes par les nouveaux dispositifs institutionnels (Constitution, lois organiques). En charge de la première déclinaison de cette politique sur le terrain, les présidents de région débattront de la question suivante, simple : la construction d'une collectivité régionale est-elle le résultat d'une intégration économique régionale, l'aboutissement d'une histoire commune ou l'expression d'une réalité culturelle et sociale homogène ? Autrement dit, la région est-elle un héritage à perpétuer et consolider ou une construction tournée vers des objectifs à atteindre, et alors lesquels ?

LES INTERVENANTS



Ahmed Akhchichine Ancien ministre de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique. En 2015 il est élu président de la région de Marrakech-Safi au titre du PAM.



Leizaola Aitzpea Professeur d'anthropologie à l'Université du Pays Basque, elle travaille sur les frontières, les identités et les territoires, sur la mémoire de la guerre civile et les violences en Espagne.



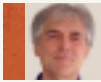
Mustapha Bakkoury Homme politique marocain ; Président du conseil régional de la région Casablanca-Settat; Secrétaire général du parti authenticité et modernité (PAM)



Jean-François Bayart Spécialiste de sociologie historique comparée du politique, directeur de la chaire « Etudes africaines comparées » de l'Université Mohammed VI Polytechnique, et professeur au Graduate Institute de Genève.



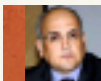
Abderrahim Ben Bouaïda Président de la région Guelmim-Oued Noun, il est professeur de droit à l'Université de Marrakech. Abderrahim Ben Bouaïda est membre du Rassemblement National des Indépendants (RNI)



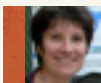
Roberto Beneduce Psychiatre, anthropologue et professeur au département Cultures, Politique et Société de l'Université de Turin et Directeur du Centre Frantz Fanon.



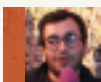
Rahal Boubrik Sociologue, enseignant à l'Université Mohamed V de Rabat et directeur du Centre des études sahariennes rattaché à l'Université Mohammed V de Rabat.



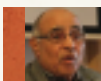
Abdessalam Boutayeb Président fondateur du centre de la mémoire commune pour la démocratie et la paix et directeur fondateur du Festival international de cinéma et mémoire commune.



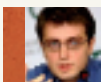
Nathalie Clayer Historienne et spécialiste de l'Albanie, elle est directrice de recherche au CNRS et travaille sur les questions identitaires et religieuses dans les Balkans



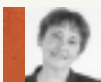
Tarik El Idrissi Réalisateur de Rif 1958. Briser le silence, consacré à la mémoire de la répression du Rif à travers les générations et les survivants



Abderrahmane El Moudden Historien, enseignant à la Faculté des Sciences humaines de l'Université Mohammed V et chercheur associé à l'Institut de Royal de Recherche sur l'Histoire du Maroc



Thorniké Gordadze Professeur associé à Sciences-Po Paris et chercheur associé au CERI, il travaille sur le nationalisme, la formation de l'Etat et l'économie politique du Caucase, et sur les conflits sécessionnistes.



Catherine Gousseff Historienne et directrice de recherche au CNRS, elle est spécialiste de l'étude des migrations de l'espace soviétique et est-européen au cours du XXe siècle.



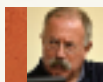
Brahim Hafidi Homme politique marocain, membre du RNI, président du conseil régional du Souss-Massa-Drâa depuis 2009.



Béatrice Hibou Spécialiste d'économie politique et de sociologie historique, directrice de recherche au CNRS, CERI-Sciences Po Paris, elle coordonne «La semaine de la recherche» et codirige le CRESC.



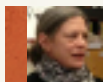
Mohand Laenser Secrétaire général du parti Mouvement Populaire (MP), président du Conseil régional de la région de Fès-Meknès; ancien ministre de l'Intérieur et de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire national.



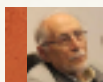
Giovanni Levi Historien à l'Université Ca' Foscari de Venise; Il est l'un des fondateurs et plus éminents représentants de l'école italienne de la microstoria



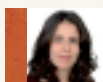
Hervé Maupeu maître de conférences en science politique à l'université de Pau et des Pays de l'Adour, directeur du CREPAO, ses recherches portent sur la sociologie politique de l'Afrique de l'Est



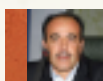
Françoise Mengin Directrice de recherche au CERI-Sciences Po, ses recherches portent sur les legs impériaux et la formation de l'État dans le monde chinois



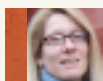
Mohamed Naciri Professeur émérite à l'Institut d'Agronomie et Vétérinaire à Rabat, ses recherches portent sur les problèmes de l'intégration urbaine, des politiques urbaines d'État dans le monde arabe.



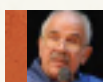
Badiha Nahhass Politologue, membre du CRESC et responsable des études à l'EGE, elle travaille sur la mémoire et les dynamiques de patrimonialisation au Maroc



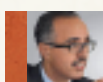
Ilyas Omari Secrétaire général adjoint du Parti authenticité et modernité (PAM), Président du Conseil régional de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma.



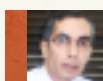
Nadège Ragaru Historienne et politiste, chercheur au CNRS (CERI-Sciences Po), ses recherches actuelles portent sur les identifications culturelles et religieuses en Macédoine et en Bulgarie



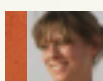
Abdelahad Sebti professeur à l'Université Mohammed V, co-directeur de la revue électronique Ribat Al Koutoub, et conseiller scientifique du mensuel Zamane.



Abdessamad Sekkal Membre du PJD, Président du Conseil de la région de Rabat-Salé-Kénitra; ancien directeur de l'agence urbaine d'Agadir



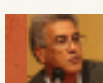
Mohamed Souafi Géographe; enseignant chercheur à l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme de Rabat et membre de la commission consultative de la Régionalisation.



Simona Taliani Maître de conférences en anthropologie à l'Université de Turin et psychologue au Centre Frantz Fanon, ses recherches portent notamment sur les réfugiés et victimes de violence en Italie



Joseph Tonda Sociologue et anthropologue, spécialiste de la culture congolaise et gabonaise, professeur à l'Université Omar Bongo à Libreville



Mohamed Tozy Politiste, professeur des Universités en France (Aix) et au Maroc, directeur de EGE, Faculté de Gouvernance, sciences économiques et sociales et du CRESC.

La «Semaine de la recherche» est une activité biannuelle du Centre de Recherche, Économie, Société, Culture (CRESC). Laboratoire de recherche fondamentale couvrant l'ensemble des disciplines des sciences économiques, humaines et sociales, son principal objectif est de contribuer à une meilleure connaissance des sociétés dans lesquelles nous vivons. Le Centre entend les étudier dans leur spécificité et dans leur historicité, en se tenant à distance des discours et concepts normatifs typiques de l'expertise globale. Insérés localement, les chercheurs du CRESC sont particulièrement attentifs aux mutations en cours au Maroc et plus généralement dans les pays de l'ensemble du continent africain, aux dynamiques qui traversent ces sociétés, et aux changements de significations que prennent, dans le temps et dans l'espace, les actions, institutions et relations sociales. Les activités de recherche sont organisées autour de quatre grands axes : sociologie des religions ; changement social ; trajectoire de l'État et de la domination ; économie du Maroc et des pays émergents.

Un événement de :



Centre de Recherche
Economie Société Culture



FACULTÉ DE GOUVERNANCE,
SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES